

Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences pour le développement

RÉSUMÉ





Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Les conflits dans la région du Sahel et leurs conséquences pour le développement

RÉSUMÉ

Résumé

Au cours des 25 dernières années, le Sahel a fait l'objet d'un grand intérêt suscité à l'échelle internationale sur le plan de la recherche et de la politique générale, en raison des problèmes environnementaux qu'il rencontre et qui se manifestent souvent par la sécheresse, la famine et la désertification, entre autres. Ensuite, les effets des changements environnementaux ont appauvri la région. Autres raisons de l'intérêt porté au Sahel: les problèmes de sécurité et les défis tenant à l'irrédentisme ethno-nationaliste s'amplifient et s'aggravent; la propagation des armes légères et de petit calibre se poursuit; la criminalité organisée et les activités des réseaux criminels s'intensifient; et les groupes radicaux armés se multiplient.

Le travail de recherche est axé sur les États de première ligne par rapport à deux corridors de conflits, situés respectivement au nord du Mali et au nord-est du Nigéria (bassin du lac Tchad). Ces zones sont celles où les conflits armés et les actes de violence à grande échelle sont monnaie courante. Ces deux corridors présentent des traits spécifiques et des caractéristiques communes. En premier lieu, les incidences des conflits armés et de l'insécurité à grande échelle s'y manifestent directement ou sur un plan géographique. En deuxième lieu, les gouvernements réagissent à l'insécurité en déployant des troupes, en multipliant les patrouilles et en engageant des combats avec les groupes armés. En troisième lieu, des tensions y surgissent entre les communautés d'accueil et les communautés de personnes déplacées ou de réfugiés. Enfin en quatrième lieu, ces corridors dépassent les frontières nationales.

Dans le corridor qui prend naissance dans le nord du Mali qui a été le théâtre de conflits armés intenses, les traits spécifiques et les caractéristiques communes s'étendent aux zones limitrophes de la Mauritanie, du Niger et du Burkina Faso, pays qui font les frais de l'insécurité liée à la situation de conflit. De manière analogue, le corridor qui prend naissance dans le nord-est du Nigéria s'étend au Niger, au Cameroun et au Tchad, qui se ressentent tous des incidences de la crise provoquée par Boko Haram. Cependant, la présente étude porte essentiellement sur les cinq pays qu'elle désigne comme pays de première ligne, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Nigéria. Elle est limitée aux États de première ligne à cause du peu de temps disponible pour la recherche et pour des raisons de simplicité et de cohérence de l'analyse. Cette limitation permet aussi des évaluations empiriques et des analyses approfondies des causes fondamentales des conflits armés et de l'insécurité et de leurs incidences sur les questions de développement économique et de gouvernance.

L'accent mis sur ces États de première ligne n'exclut pas que l'on se tourne vers d'autres pays sahéliens pour y recueillir des données et en tirer des exemples. Les pays d'importance secondaire en la matière sont notamment l'Algérie, le Cameroun, la Guinée-Bissau et le Tchad. Lorsque l'étude a été lancée, le Cameroun et le Tchad n'étaient pas encore devenus d'importants prolongements du corridor de conflits apparu dans le nord-est du Nigéria. Néanmoins, le choix du Niger comme principal prolongement de ce corridor revêt une importance particulière : le pays est situé en effet à l'intersection des deux corridors - celui du nord-est du Mali et celui du nord-

est du Nigéria – et constitue le point d'impact de l'insécurité causée par les conflits armés.

Messages clefs

- a) **Les réalités du Sahel exigent un réexamen radical de la conception de l'État africain et la mise en place d'une dynamique régionale en Afrique et de cadres d'intervention internationaux.** Les méthodes de résolution appliquées et les réponses données face aux conflits et à leurs répercussions sur le développement n'ont guère varié au cours des ans, que ce soit en matière de recherche, de politique générale ou de programmes. Cependant, les populations pour lesquelles ces interventions sont agencées sont en pleine évolution. La mutation constante du contexte des conflits – tant mondiaux que régionaux – pose des défis aux efforts visant à réaliser une paix et un développement durables. En effet, ces évolutions semblent mettre en doute la notion traditionnelle selon laquelle l'État représente la principale lentille à travers laquelle il convient d'analyser les réponses face aux conflits armés. La présente étude montre que la situation dans le Sahel remet en cause l'idée d'organiser les activités selon une logique statique.
- b) **Les conflits et les formes d'insécurité qui prévalent dans le Sahel et leurs conséquences sur le développement doivent être appréhendés à la lumière de deux forces divergentes : un complexe de sécurité régional fondé sur les États et un complexe de sécurité transnational fondé sur les populations.** Il est possible de dégager une perception du Sahel en tant que région de sécurité. Plutôt qu'une structure régionale reliant purement et simplement les États, cette région de sécurité se concrétise tant au niveau des États qu'au niveau des groupes d'individus. Les deux complexes obéissent à des logiques différentes. Le complexe de sécurité étatique repose sur des préoccupations suscitées face aux menaces immédiates qui planent sur l'État, par exemple celles qui proviennent de la violence armée et de la criminalité organisée et contre lesquelles les réponses sont principalement d'ordre militaire. En revanche, le complexe de sécurité fondé sur les populations résulte de préoccupations existentielles profondément ancrées chez les humains, qui relèvent à la fois des besoins de sécurité humaine et des besoins de développement humain des populations, ce qui engendre d'importantes formations (transnationales) régionales. Les populations du Sahel sont à la recherche d'un ensemble de réponses (n'excluant pas des actes de violence) à ces besoins. On peut soutenir que le dénouement dans le Sahel en matière de développement et de sécurité dépendra de laquelle de ces deux forces prendra l'ascendant, si elles ne convergent pas.
- c) **Les facteurs qui sous-tendent ces deux complexes de sécurité façonnent la manière dont se définit le Sahel, celle dont sont perçues les situations de conflit et d'insécurité ainsi que leurs conséquences sur le développement et celle dont diverses parties intéressées réagissent aux défis de la région. Les responsables politiques feraient bien d'en tenir compte.** La dimension humaine distincte du complexe de sécurité sahélien a été en partie élaborée à travers l'histoire, par exemple par la manière dont les populations ont

affronté des menaces communes issues du milieu naturel. L'accent est davantage mis sur les menaces non militaires. Les besoins de développement humain et de sécurité se rejoignent pour constituer aussi un complexe de développement humain. La mobilité de la population, entre autres, est un facteur clef lorsqu'on perçoit le Sahel comme complexe de sécurité transnational. Le Sahel, en tant que complexe de sécurité régional (fondé sur les États) résulte des intérêts que des acteurs externes y détiennent, de l'impression que ces acteurs ont qu'il existe des menaces à leur sécurité et de l'acceptation par les élites gouvernantes de la région du Sahel de la poursuite de ces mêmes intérêts. Il ne découle pas de la conception que se font les populations sahéniennes de leur sécurité ou de leur insécurité. Le «transnationalisme» dans le Sahel est antérieur aux formes d'insécurité qui ont surgi récemment dans la région, mais il est souvent traité en tant que branche de la circulation des groupes armés et des réseaux criminels, laquelle branche facilite les conflits et l'insécurité.

- d) Les populations en général et les acteurs étatiques (notamment les élites gouvernantes) interprètent différemment divers défis à la sécurité en accordant invariablement à ces préoccupations sécuritaires des priorités différentes. C'est cela la cause profonde de l'insécurité qui prévaut à une grande échelle dans le Sahel et un facteur qui contribue à perpétuer les conflits et l'insécurité.** Les préoccupations sécuritaires, telles que celles liées à l'environnement, à la sécheresse et à l'exclusion sociale, font peser une menace existentielle sur les populations sahéniennes. Paradoxalement, ce sont les stratégies d'adaptation et les possibilités de recours qui donnent de la résilience aux populations cherchant à surmonter ces menaces qui sont considérées par les acteurs étatiques comme représentant de graves menaces pour l'État et résistant à des représailles militaires. Par extension, la porosité des frontières, qui pourtant constitue un facteur de résilience pour des populations dont l'un des mécanismes d'adaptation est de pouvoir franchir les frontières afin de réduire leur insécurité, est également la source même de la menace qui pèse sur les États sahéniens.

Le tableau 1 ci-dessous donne un aperçu des principales préoccupations de chaque complexe et des interprétations qui créent et/ou renforcent la divergence.

Tableau 1: Deux complexes de sécurité divergents au Sahel

Enjeux ou dimension	Complexe de sécurité régional/transnational fondé sur les États	Complexe de sécurité transnational/régional fondé sur les populations [et complexe de développement humain]	Facteurs provoquant et perpétuant les conflits
1. Principales questions	Questions politiques	Questions humanitaires et de développement humain	Les besoins de survie et de développement humain des personnes et des communautés du Sahel et des zones frontalières sont interdépendants ou entremêlés, et cela doit être une question prioritaire pour les États et les dirigeants.
2. Menaces et défis à la sécurité	Terrorisme et criminalité organisée y relative	Griefs locaux ; protestations contre l'État, accusé de négligence et d'exclusion	Le recours à des mécanismes d'adaptation négatifs en réponse à la politique d'exclusion des États et aux menaces existentielles a amené certains groupes à collaborer avec des groupes terroristes et des réseaux criminels déclarés.
3. Communautés ou principaux acteurs concernés	Fondés sur les États/les régimes	Fondés sur les populations/les communautés	Points d'intersection limités
4. Frontières et territoires	Preuves de la souveraineté de l'État et de son inviolabilité	Immatérialité des frontières, dont la porosité permet la résilience et les mécanismes d'adaptation des populations sahéniennes	Un domaine de tension certain: les populations sahéniennes sillonnent la région depuis des siècles, dans le cadre de leur mécanisme d'adaptation. Cela pose un problème pour le programme d'intégration régionale de l'Afrique.
5. Mobilité et migrations	Les mouvements transfrontaliers représentent une source et une forme de menace à la sécurité	Les migrations/mouvements transfrontaliers représentent une source de moyens d'existence, de résilience, d'adaptation et de survie	Les approches régionales de l'intégration pourraient soit aggraver soit réduire cette tension.
6. Principales ressources	Droit international, protocoles et processus de l'Union africaine	Capital social : confiance et solidarité	En l'absence d'une intégration des préoccupations sécuritaires respectives des États et des populations, ces ressources pourraient être déployées à contre-sens.
7. Impact sur les politiques et les pratiques	Impact manifeste/ dominant sur les politiques menées aux niveaux étatique, régional et international : <ul style="list-style-type: none"> • Important financement disponible • Grande attention politique 	Impact variable et limité sur les politiques et les pratiques : <ul style="list-style-type: none"> • Financement limité (d'un point de vue relatif) • Attention politique limitée 	Le développement humain des populations sahéniennes n'est pas réalisable si l'on s'en tient aux approches actuelles centrées sur l'État.
8. Acteurs	<ul style="list-style-type: none"> • États/régimes • Communautés économiques régionales et Union africaine • Forces armées et organismes de sécurité • Initiatives de sécurité bilatérales 	<ul style="list-style-type: none"> • Organismes humanitaires • Organisations de la société civile/ONG et organisations non gouvernementales internationales • Groupes communautaires et citoyens dans l'interaction transfrontalière • Autorités traditionnelles • Groupes de la diaspora • Groupes/réseaux armés 	Traitement du Sahel comme complexe de sécurité et de développement humain régional/transnational parallèlement aux approches militaires actuelles.

- e) **L'amalgame de ces deux complexes offre une chance pour la sécurité et la stabilité et par extension pour le développement humain dans le Sahel.** En étendant les préoccupations sécuritaires nationales pour y inclure celles procédant de la perception que se font les populations sahéliennes de leur insécurité, il serait éventuellement possible de prioriser les questions existentielles préoccupantes et d'aboutir à une réorientation qualitative des réponses en matière de politique générale et de programmes. Il en découlerait également une reconfiguration des intérêts et des partenariats dans le Sahel.
- f) **Les facteurs qui, ensemble, donnent lieu à ces deux complexes de sécurité divergents dans le Sahel (illustrés dans le tableau 1) se retrouvent dans les causes structurelles et immédiates des conflits et de l'insécurité dans le Sahel ainsi que dans les facteurs qui les perpétuent, dont un aperçu se trouve dans le rapport (avec les grandes lignes ci-dessous).** L'aperçu est puisé dans les études de cas des pays et fournit quelques explications à propos des deux complexes de sécurité divergents - celui fondé sur les États et celui fondé sur les populations - dans le Sahel. Ces facteurs sont présents dans l'ensemble des régions et des pays du Sahel couverts par l'étude :

Causes structurelles

- **Le stress environnemental** découlant de leur situation géographique expose les pays du Sahel et leurs populations à des conditions telles que la sécheresse, la désertification, les variations de la pluviosité accompagnées d'incidences sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence. Cela conduit à une série de problèmes : tensions internes, déplacements et arrivées/départs de flux de réfugiés, migrations (de jeunes), violence intercommunautaire et relance de l'irrégentisme (touareg) et instabilité politique.
- **Les griefs historiques** : à des degrés divers, ils ont compliqué les relations entre groupes et la dynamique politique ainsi que les processus d'édification de l'État dans les pays sahéliens étudiés. L'incapacité des États de répondre de manière appropriée à des griefs profondément enracinés a exacerbé les problèmes existants, qui se sont amplifiés pour se manifester par la propagation du terrorisme, de la criminalité et du djihadisme dans le Sahel.
- **Le processus fracturé de consolidation de l'État** : bâtir une identité nationale commune et un destin commun au sein des populations des États sahéliens a été un défi profondément ancré à l'origine des conflits.
- **L'explosion démographique des jeunes** : dans tous les pays sahéliens ayant fait l'objet de l'étude, la population se compose en moyenne à plus de 60 % de jeunes de moins de 25 ans. Les implications de cet état de choses sont fort graves, sans compter que s'y ajoutent les défis du stress environnemental, l'exclusion sociale et économique et l'instabilité politique.

Causes immédiates et facteurs perpétuant les conflits :

- **La migration** : dans tous les pays sahéliens, elle fait partie de la vie quotidienne des populations, pour des raisons indépendantes des conditions climatiques. Les flux de réfugiés, qui se déplacent parfois avec leur bétail hors des zones du Mali, du Niger et du nord-est du Nigéria en proie à la guerre, accroissent l'insécurité.
- **L'insécurité alimentaire** : les estimations actuelles relatives à l'insécurité alimentaire indiquent un nombre total de 19,8 millions de personnes, dont au moins 2,6 millions ont déjà franchi le seuil d'urgence et ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate.
- **Les coups d'État à motivation politique** : des coups de force militaires, des mutineries et des ingérences ouvertes ou déguisées dans la vie politique se sont produits régulièrement dans les pays de première ligne. En règle générale, les politiques d'exclusion ainsi que les politiques répressives associées à la politisation des établissements chargés de la sécurité constituent d'importants facteurs d'instabilité et d'insécurité dans le Sahel.
- **La montée des réseaux djihadistes et des réseaux criminels** : les conflits et les formes d'insécurité prévalant dans les pays sahéliens et leurs auteurs se sont transformés de mouvements animés par des griefs en phénomènes complexes, en produisant des incidences sur le plan interne et régional. Cela a été tout particulièrement manifeste au Mali et au Nigéria, avec de graves conséquences pour le Niger.
- **L'insécurité et les conflits régionaux et transfrontaliers** : la sécurité des États sahéliens est invariablement liée à la dynamique régionale et transnationale relative à la sécurité, certains pays étant plus exposés à cette dynamique que d'autres.
- **La corruption et les privations sociales et économiques généralisées** : tous les pays sahéliens considérés dans la présente étude possèdent des ressources naturelles considérables. Cependant, ils sont tous confrontés à des problèmes de gouvernance. Ainsi, ils n'ont pas pu mettre en place une gestion efficace de l'explosion démographique des jeunes et des problèmes de chômage et de vulnérabilité à la radicalisation qui en découlent. L'incapacité de rompre un cycle, dans lequel l'exclusion et les griefs non résolus produisent une opposition violente à l'État, renforce les discours des mouvements insurrectionnels extrémistes et fournit une justification à leur cause.
- **La dynamique mondiale et le rôle des acteurs externes** : le contexte global de la guerre contre le terrorisme a suscité des discours et des contre-discours présentant les groupes radicaux islamiques comme une menace aux cultures démocratiques et la civilisation occidentale comme une menace à l'Islam. La dynamique créée ultérieurement dans le Sahel n'a fait qu'accentuer ce phénomène. La présence d'un éventail d'acteurs extérieurs (y compris ceux

chargés de la sécurité et le personnel des industries extractives) dans le Sahel ne va pas nécessairement dans le sens d'une transformation de cette dynamique au profit des populations sahéliennes.

- g) **Les enquêtes empiriques sur l'impact des conflits armés et de l'insécurité sur la gouvernance et la croissance économique dans la région du Sahel, en particulier celles réalisées dans les cinq États de première ligne, montrent que leur impact sur la gouvernance est accru.** Les deux plus importantes conséquences des régressions (voir le chapitre 3 du rapport) sont que l'impact négatif des conflits est plus prononcé sur la gouvernance que sur la croissance économique dans les États de première ligne. Les autres déterminants de la gouvernance jouent des rôles clefs dans l'atténuation de l'impact des conflits. Ces résultats sont intéressants d'un point de vue politique, car ils indiquent qu'il est important de renforcer la gouvernance pour atténuer l'impact négatif des conflits.
- h) **Une analyse qualitative de l'impact des conflits armés et de l'insécurité dans le Sahel du point de vue tant des régions que des pays met en évidence un éventail d'incidences transversales liées à l'aspect économique et à la gouvernance qui accentuent les complexes de sécurité divergents.** Ces incidences sont brièvement décrites ci-dessous, avec un aperçu détaillé au chapitre 4 du présent rapport.

Incidences économiques

- **Incidences macroéconomiques communes, quoique variables.** Les conflits armés et l'insécurité continuent à avoir des incidences macroéconomiques à des degrés divers dans l'ensemble des pays du Sahel. Les incidences macroéconomiques oscillent entre les niveaux local et national. Le type et l'ampleur de ces incidences sont liés à la nature de l'économie concernée (en particulier le rôle que l'agriculture y joue), à la proximité géographique des deux corridors de conflits et à la croissance dans d'autres secteurs, notamment ceux des minéraux et des hydrocarbures. Dans des pays tels que le Mali et le Niger, l'impact macroéconomique prend une dimension plus nationale, contrairement à d'autres pays tels que le Nigéria, le Burkina Faso et la Mauritanie, où il est plus localisé.
- **Personnes déplacées et réfugiés.** La quasi-totalité des pays le long de la ceinture sahélienne sont soit des territoires d'accueil soit des territoires d'origine des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. En 2014, au moins 3,5 millions de personnes avaient été déplacées du fait des conflits armés et de l'insécurité dans les deux corridors (nord du Nigéria et nord du Mali) dans la région du Sahel¹.
- **Dépenses accrues liées à l'insécurité.** Il y a eu une augmentation marquante des activités et des dépenses liées à la sécurité dans tous les pays du Sahel touchés par les conflits armés et l'insécurité. La portée et l'importance des

¹ Conseil norvégien pour les réfugiés, 2014. *Aperçu général : Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays du fait des conflits et de la violence.*

augmentations varient, en fonction de quatre facteurs : la proximité des principaux corridors/théâtres des conflits ; l'intensité des conflits et des menaces à la sécurité ; les liens avec l'extraction des ressources naturelles et la nature du régime politique; et l'influence et le rôle résiduels des militaires dans la gouvernance.

- **Aggravation de la pauvreté et de la vulnérabilité socioéconomique.** Il ressort des études de cas que, ensemble, les conflits armés et l'insécurité ont entraîné ou aggravé la pauvreté et la vulnérabilité socioéconomique dans les régions et les zones au sein et autour du Sahel. L'ampleur de l'impact diffère en fonction de la proximité des deux corridors, tout comme celle des déplacements, de l'accueil des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et la dynamique politique et sécuritaire qui subsiste localement.

Incidences sur la gouvernance :

- **Éviction de l'administration publique et perturbation de la gouvernance démocratique.** Les principaux pays au centre des conflits et de l'insécurité dans les deux corridors (ceux du Mali et du Nigéria) ont connu une perturbation de la gouvernance courante et de la prestation de services dans des régions et des communautés du Sahel et à leur périphérie (perturbation appelée «phénomène du nord»). Les zones et les communautés du Sahel touchées par des conflits se caractérisent de plus en plus par l'absence des agents publics, leur éviction ou leur remplacement par des groupes insurrectionnels d'insurgés.
- **Répression des libertés civiles et des droits de l'homme.** Dans les pays couverts par l'étude, les populations civiles, surtout celles vivant dans des régions et des communautés directement touchées par les conflits et l'insécurité qui prévalent dans le Sahel, se heurtent à des restrictions de leurs libertés civiles et fondamentales et à des violations de ces libertés par des groupes insurrectionnels aussi bien que par des forces de sécurité du gouvernement.
- **Situations d'urgence humanitaire complexes.** Les zones touchées par les conflits et les communautés habitant les pays du Sahel connaissent de plus en plus des situations d'urgence humanitaire complexes, au vu de la conjonction de crises multiples et de la rupture de l'ordre public et de l'autorité provenant d'une combinaison d'événements cataclysmiques internes et transfrontaliers ainsi que de leur caractère transfrontalier et transnational. L'ampleur varie au sein des pays comme d'un pays à l'autre et est la plus grande dans les zones touchées par les conflits au Mali et au Nigéria, avec ensuite les villages et les communautés se trouvant dans les régions frontalières.
- **Empreinte sécuritaire des relations étrangères.** Les conflits armés et l'insécurité dans le Sahel ont transformé les relations régionales et internationales des pays sahéliens. Des pactes de sécurité, des programmes de coopération et de collaboration et des opérations mixtes dominent

désormais les relations aux niveaux bilatéral et multilatéral. Cela a déclenché et continue de renforcer une approche des conflits et de l'insécurité dans le Sahel essentiellement axée sur la répression. L'empreinte sécuritaire des relations internationales se traduit également par un rôle accru et une plus grande implication des grandes puissances dans les questions de sécurité partout dans le Sahel.

- i) ***Il y a une prolifération de stratégies concernant le Sahel appliquées avec peu de synergie, de coopération et de coordination.*** Bien que la situation dans laquelle se trouvent les populations sahéliennes ne soit pas bien comprise, les stratégies et les politiques sur la région prolifèrent. Chaque acteur majeur semble avoir sa propre stratégie, mais il y a peu de coordination et d'harmonisation entre les organisations; de plus, la situation qui prévaut dans la région donne lieu à la concurrence entre un certain nombre d'organisations et d'organismes dans la recherche de fonds.
- j) ***Les politiques relatives au Sahel souffrent tant d'un manque de compréhension de l'interdépendance et des liens qui existent entre les populations qui y habitent que de l'absence de statistiques et d'autres indicateurs fiables.*** Les réalités de la vie dans le Sahel et les conditions qui y prévalent sont mal connues. Les liens réciproques qui existent dans la région sont rarement perçus comme étant animés par ceux qui y vivent eux-mêmes, et l'importance de ce qui n'est pas formel n'est pas pleinement jugée. Rien ne semble indiquer que les politiques appliquées à l'heure actuelle sur le Sahel sont inspirées des réalités vécues des gens ainsi que des tendances qui ont mis en lumière ces réalités au cours des dernières décennies. Les modes d'interaction des populations sahéliennes ont longtemps été à caractère transnational. Au mieux, ce transnationalisme rejoint les acteurs étatiques selon des voies régionales et ne saurait être confiné dans des espaces nationaux.
- k) ***Les réponses à ce qu'est une crise régionale et à ce qu'est une crise transnationale sont profondément nationales par leur portée.*** Les réponses aux conflits et à l'insécurité dans le Sahel ne sont pas bien analysées et cela limite sans cesse l'impact des interventions. Toutes les réponses opérationnelles sont nationales par leur portée. Les réponses des institutions dont le mandat est régional sont généralement menées par des États, elles sont traitées de gouvernement à gouvernement et leurs résultats se manifestent sur un plan national. La plupart des réponses ne font pas participer les parties prenantes évoluant au niveau infranational; il s'agit en particulier des réponses qui ne sont pas formelles ou institutionnalisées et ne nécessitent pas de constants déplacements à travers les frontières nationales, ainsi que de celles qui sont organisées au niveau régional.
- l) ***L'approche humanitaire offre une solution de rechange potentielle, un cadre exemplaire de réponse aux difficultés du Sahel.*** Les organismes humanitaires, tels que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), considèrent la crise qui secoue le Sahel comme ayant un caractère régional et proposent une réponse régionale. Dans le cadre d'intervention du

Bureau, l'aide alimentaire et humanitaire est déployée dans une perspective régionale, à travers toute la région. Bien que les analyses et le soutien pays par pays soient importants, les actions entreprises au niveau national sont considérées comme donnant des résultats limités. Ainsi, la priorité est accordée aux initiatives transfrontalières. Cette approche cadre mieux avec les réalités transnationales des populations de la région, car elle suit les déplacements des populations en général.

m) *L'accent considérable mis sur le terrorisme et la criminalité et les réponses militaires qu'apportent de puissants acteurs externes, pour lesquels ces facteurs constituent un grave danger, relèguent au second plan les menaces à la sécurité humaine qui existent depuis longtemps dans le Sahel.*

La présence de diverses organisations internationales, en particulier d'institutions multilatérales telles que l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies, offre une réelle occasion d'apporter des réponses aux vrais besoins de sécurité et de développement des populations sahéliennes. Les approches militaires de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité dans le Sahel ont montré leurs limites dans la solution des problèmes structurels sous-jacents de ses pays. Ces approches sont devenues une source de ressentiment au sein des populations sahéliennes et elles ont contribué à accroître l'influence des acteurs non étatiques qui interviennent dans le domaine de la sécurité. Ni les préoccupations des États relatives à la sécurité ni les problèmes de sécurité des populations ne sont allégés par les approches militaires étiquées. L'attention internationale convergente accordée à la situation dans le Sahel doit concerner davantage les conditions réelles de ses populations, conditions qui sont les causes structurelles de l'insécurité vécue dans la région.

n) *Les États africains et les institutions régionales doivent répondre aux défis que pose la situation dans le Sahel; leurs cadres institutionnels et leurs programmes doivent être adaptés aux réalités que vivent les populations.*

Les régions sahéliennes de tous les cinq pays qui sont au cœur des investigations portent témoignage d'importants éléments d'insécurité humaine et des conséquences des conflits sur le développement. Les cadres d'intervention de l'Union africaine et des communautés économiques régionales doivent être réaménagés et adaptés à cette réalité. Un engagement accru en faveur de l'avènement de conditions humaines non dictées par les États et l'adaptation à celles-ci offriront une stratégie plus appropriée permettant de relever les types de défis que connaît le Sahel et d'instaurer la convergence entre les deux complexes de sécurité.

o) *L'efficacité de cadres régionaux et internationaux adaptés dans la résolution des problèmes du Sahel dépend en grande partie à quel point les lacunes cruciales dans le leadership peuvent être comblées.*

La capacité des élites gouvernantes et leur disposition à poursuivre des objectifs communs avec les populations sont déterminantes. Un réaménagement des priorités en matière de sécurité pour y inclure les préoccupations existentielles des populations que ces élites gouvernent aurait une plus grande chance de

faire converger le complexe fondé sur les États et le complexe fondé sur les populations.

Principales recommandations

- a) ***L'Union africaine et les institutions régionales ainsi que l'Organisation des Nations Unies devraient adopter une approche authentiquement axée sur la région, appliquée sous une optique transnationale, afin d'instaurer la convergence entre les deux complexes de sécurité dans le Sahel.*** Leur analyse de la situation dans le Sahel doit abandonner l'accent profondément national au profit d'un accent transnational. Un agenda régional collectif comprenant la mise en œuvre de programmes à un niveau transnational offrirait un cadre plus approprié permettant de réagir aux conditions de vie du Sahel et d'atteindre des populations dont l'espace de vie est à cheval sur plusieurs frontières étatiques.
- b) ***Les gouvernements nationaux se trouvant le long des corridors concernés du Sahel devraient tirer de leur expérience des enseignements à caractère régional et les utiliser pour des programmes qui fonctionnent au niveau national, afin d'adapter des programmes nationaux couronnés de succès pour application dans des espaces régionaux et transnationaux.*** Les gouvernements de la région devraient atténuer l'importance qu'ils accordent exclusivement aux obstacles considérés comme tels par l'État et saisir les occasions de tirer des enseignements locaux de la situation commune des pays du Sahel .
- c) ***Tous les organismes de l'Union africaine et des Nations Unies qui tentent d'apporter des réponses aux conflits et à l'insécurité qui prévalent dans le Sahel devraient percevoir leurs relations avec les parties prenantes infranationales et non formelles comme faisant partie du nécessaire traitement transnational du problème du Sahel.*** De fait, les services relatifs à la sécurité et au développement devraient suivre les populations dans leurs déplacements et intervenir au-delà des zones frontalières.
- d) ***L'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine et les organisations régionales devraient réorienter leur stratégie pour le Sahel en organisant et en mettant en œuvre des politiques et programmes au profit de la région et de ses populations.*** La gestion de la sécurité du Sahel et la facilitation du développement de ses populations dépassent la capacité de tout État pris individuellement.
- e) ***Les organismes opérationnels s'occupant du Sahel devraient réaménager leur présence opérationnelle pour la faire cadrer avec les tendances régionales des mouvements de populations.*** La réorientation collective de la stratégie pour le Sahel en vue de l'application des politiques et programmes sous une optique transnationale stimulera inmanquablement le changement souhaité dans les modes opérationnels parmi les organismes concernés.